Directorate General of Democracy and Human Dignity

DIRECTORATE FOR DEMOCRACY

Democratic Institutions and Freedoms Department
Freedom of Expression and CDMSI Division

MSI-eSEC(2024)08

20 November 2024

STEERING COMMITTEE ON MEDIA AND INFORMATION SOCIETY

COMITÉ DIRECTEUR POUR LES MÉDIA ET LA SOCIETÉ DE L'INFORMATION

(CDMSI)

_____

COMMITTEE OF EXPERTS ON ONLINE SAFETY AND EMPOWERMENT OF CONTENT CREATORS AND USERS

COMITE D'EXPERTS SUR LA SECURITE EN LIGNE ET LA RESPONSABILISATION DES CREATEURS DE CONTENUS ET DES UTILISATEURS

(MSI-eSEC)

_____

MEETING REPORT / *RAPPORT DE RÉUNION*

2nd meeting – *2e réunion*

Strasbourg, 25-27 September / *septembre* 2024

1. Opening of the meeting and adoption of the agenda	1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour
1. The Committee of experts on online safety and empowerment of content creators and users (MSI-eSEC) held its second meeting from 25 to 27 September 2024. The list of participants appears in Appendix I.	1. Le Comité d'experts sur la sécurité en ligne et la responsabilisation des créateurs de contenu et des utilisateurs (MSI-eSEC) a tenu sa deuxième réunion du 25 au 27 septembre 2024. La liste des participants figure à l'Annexe I.
2. The Chair, Nicole STELLOU (Greece) opened the meeting, welcomed the participants, and congratulated the rapporteurs and members for their productive intersessional work, which resulted in a detailed draft structure with drafting elements.	2. La Présidente, Nicole STELLOU (Grèce), a ouvert la réunion, a souhaité la bienvenue aux participants et a félicité les rapporteurs ainsi que les membres pour le travail productif mené entre les réunions, qui a abouti à un projet de structure détaillée avec des éléments de rédaction.
3. The Secretary to the CDMSI, Artermiza-Tatiana CHISCA, welcomed the participants. She commended the Committee's progress and stressed the importance of grounding the ongoing work in relevant Council of Europe standards and coordinating it with other ongoing processes. She also provided updates on the work of the Committee on Artificial Intelligence (CAI).	3. La Secrétaire du CDMSI, Artermiza-Tatiana CHISCA, a accueilli les participants. Elle a salué les progrès du Comité et a souligné l'importance d'ancrer les travaux en cours dans les normes pertinentes du Conseil de l'Europe et de les coordonner avec d'autres processus en cours. Elle a également informé des développements concernant les travaux du Comité sur l'intelligence artificielle (CAI).
4. The Committee adopted the agenda as presented in Appendix II.	4. Le Comité a adopté l'ordre du jour tel qu'il figure à l'Annexe II.
2. Information from the Secretariat	**2. Informations fournies par le Secrétariat**
5. The Secretariat of the MSI-eSEC provided information on recent relevant case-law from the European Court of Human Rights.	5. Le Secrétariat du MSI-eSEC a renseigné le Comité sur la jurisprudence récente et pertinente de la Cour européenne des droits de l'homme.
6. Elif SARIAYDIN, Administrator at the Group of Experts on Action against Violence against Women and Domestic Violence (GREVIO) Secretariat, presented the relevant work of the Council of Europe on the digital dimension of violence against women.	6. Elif SARIAYDIN, Administratrice au Secrétariat du Groupe d'experts sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (GREVIO), a présenté les travaux pertinents du Conseil de l'Europe sur la dimension numérique de la violence à l'égard des femmes.
7. Agnes VON MARAVIC and Naomi TREWINNARD, respectively Executive Secretary and Legal Advisor to the Committee of the Parties to the Convention on the Protection of Children against Sexual Exploitation and Sexual Abuse (Lanzarote Committee), outlined the relevant standards and ongoing work on children's online safety by the Lanzarote Committee and the Steering Committee on the Rights of the Child (CDDE).	7. Agnes VON MARAVIC et Naomi TREWINNARD, respectivement Secrétaire exécutive et Conseillère juridique du Comité des Parties à la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (Comité de Lanzarote), ont exposé les standards pertinents ainsi que les travaux en cours sur la sécurité en ligne des enfants menés par le Comité de Lanzarote et le Comité directeur pour les droits de l'enfant (CDDE).
8. The members of the Committee and the speakers discussed the relevance of the input received from invited guests to the Committee's task.	8. Les membres du Comité et les intervenants ont échangé sur la pertinence des informations présentés par les intervenants invités pour la mission du Comité

3. Information from the members and participants	3. Information des membres et les participant·es
9. The MSI-eSEC members exchanged views on relevant developments in the field of online safety and empowerment of content creators and users.	9. Les membres de la MSI-eSEC ont échangé sur les développements pertinents dans le domaine de la sécurité et de l'autonomisation des utilisateurs et des créateurs de contenus en ligne.
10. Adeline HULIN, Head of Unit for Media and Information Literacy and Digital Competencies at UNESCO, informed the Committee about ongoing work on and with digital content creators.	10. Adeline HULIN, Cheffe de l'Unité pour l'éducation aux médias et à l'information et les compétences numériques de l'UNESCO, a informé le Comité des travaux en cours sur et avec les créateurs de contenu numérique.
11. Andrin EICHIN (Switzerland) intervened at the invitation of the Secretariat as Chair of the Committee of Experts on the Impacts of Generative Artificial Intelligence for Freedom of Expression (MSI-AI) to share with the MSI-eSEC the approach and progress of the MSI-AI.	11. Andrin EICHIN (Suisse), est intervenu à l'invitation du Secrétariat en tant que Président du Comité d'experts sur les implications de l'intelligence artificielle générative sur la liberté d'expression (MSI-AI) pour partager avec le MSI-eSEC l'approche et les progrès réalisés par le MSI-AI
4. Discussion of the deliverable of the MSI-eSEC	**4. Discussion sur le livrable de la MSI-eSEC**
12. The drafting co-rapporteurs, Martin HUSOVEC and Peter NOORLANDER introduced the outcome of the intersessional work. They emphasised that the working document, following two rounds of inputs from the committee's members, was not a first draft but a basis for discussion. It was agreed that the meeting should focus on clarifying key issues particularly regarding the approach, scope, and structure of the future recommendation, rather than drafting details. The rapporteurs presented a synthesis of critical issues and drafting elements based on the feedback received.	12. Les co-rapporteurs pour la rédaction, Martin HUSOVEC et Peter NOORLANDER, ont présenté les résultats des travaux entre les réunions. Ils ont souligné que le document de travail, après deux cycles de contributions par les membres, n'est pas un premier projet mais une base de discussion. Il a été convenu que la réunion devrait se concentrer sur la clarification des questions fondamentales, en particulier concernant l'approche, le champ d'application et la structure de la future recommandation, plutôt que sur les détails de rédaction. Les rapporteurs ont présenté une synthèse des questions essentielles et des éléments de rédaction à partir des retours reçus.
13. The Committee agreed that an explanatory memorandum would enable, in line with existing practice, a shorter and more principled text in the appendix to the draft recommendation, offering clearer guidance to states. The memorandum would address issues such as the classification of online risks with implications for freedom of expression, examples, and a more elaborate explanation of specific provisions of the future recommendation and their expected implementation.	13. Le Comité a convenu qu'un Exposé des motifs permettrait, en accord avec la pratique existante, un texte plus court et composé de principes dans l'annexe au projet de recommandation, offrant ainsi des orientations plus claires aux États. Cet exposé couvrirait des questions telles que : la classification des risques en ligne ayant des implications pour la liberté d'expression, des exemples, et des explications plus détaillées sur des dispositions spécifiques et leur mise en œuvre attendue.
14. The Committee decided to add a section to the draft summarising and elaborating on existing legal basis and principles in Council of Europe standards applicable to online safety regulation by states. This section should include, among	14. Le Comité a décidé d'ajouter une section au projet dans laquelle la base juridique et les principes énoncés dans des instruments du Conseil de L'Europe existants et applicables à la réglementation de la sécurité en ligne par les

other elements: Article 10 of the European Convention on Human Rights; a systemic approach; proportionality and a graduated, differentiated approach; and the need for safeguards to ensure that online safety measures do not create vulnerabilities for freedom of expression or other human rights. There was also agreement to strengthen in the future draft the provisions on offline empowerment, including media literacy and education.	États seront rappelés et expliqués. Cette section devrait inclure, entre autres : l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme ; une approche systémique ; la proportionnalité et une approche graduée et différenciée ; ainsi que la nécessité de garanties pour veiller à ce que les mesures de sécurité en ligne ne créent pas de vulnérabilités pour la liberté d'expression ou d'autres droits humains. Il a également été convenu de renforcer, dans le futur projet, les dispositions relatives à l'autonomisation hors ligne, notamment en matière d'éducation aux médias et à l'information.
15. The Committee discussed language choices to better reflect the scope of the future instrument. It agreed to consistently use "online safety" rather than "digital safety." A tentative definition of "online safety" will be proposed, linking it to the enjoyment of human rights and freedom of expression. However, the decision on whether to include this definition in the draft was deferred. The Committee also examined the implications of terms like "risks" and "harms." It was agreed that "risks" refer to potential harm to individual rights or legitimate public interests in a democratic society. A more neutral term, such as "interference with individual rights or legitimate public interests in a democratic society," should be used to describe situations where risks materialise, requiring measures by states or platforms.	15. Le Comité a discuté des choix de terminologie qui puissent refléter au mieux le champ d'application de l'instrument futur. Il a été convenu d'utiliser « sécurité en ligne » plutôt que « sécurité numérique ». Une définition de la « sécurité en ligne » sera avancée, la liant à la jouissance des droits humain et de la liberté d'expression. Cependant, la décision si inclure ou non cette définition dans le projet a été reportée. Le Comité a également examiné les implications des termes « risques » et « préjudices ». Il a été convenu que les « risques » se réfèrent à un potentiel de préjudice pour les droits individuels ou pour un intérêt public légitime dans une société démocratique. Une expression plus neutre, telle que « atteinte aux droits individuels ou à un intérêt public légitime dans une société démocratique », sera utilisée pour décrire les situations où les risques qui se matérialisent et nécessitent la prise de mesures par les États ou les plateformes.
16. The Committee discussed the proposed definition of "platforms" for the future instrument, largely based on the EU Digital Services Act, which would exclude services such as search engines. While recognising the value of consistency with the definition given in existing Council of Europe instruments, such as Recommendation CM/Rec(2022)11 on principles for media and communication governance, doubts were expressed as to whether this definition would capture the intended scope of the future recommendation. It could be overly broad (e.g., including sharing economy platforms) while excluding essential services (e.g., discussion forums). The Committee decided to set aside the definition pending further clarity on the services to be included or excluded, possibly based on feedback from the CDMSI and choices on substantive actions to be recommended.	16. Le Comité a examiné la définition proposée des « plateformes » pour le futur instrument, largement basée sur le Règlement sur les services numériques de l'UE, qui exclurait des services tels que les moteurs de recherche. Tout en reconnaissant l'importance d'une définition cohérente avec celle donnée dans les instruments existants du Conseil de l'Europe, tels que la Recommandation CM/Rec(2022)11 sur les principes de gouvernance des médias et de la communication, des doutes ont été exprimés il quant à la capacité de celle-ci de refléter le champ d'application voulu pour la recommandation future. Elle parait à la fois trop large (par exemple, incluant les plateformes de l'économie du partage) et trop restreinte, en excluant certains services (comme les forums de discussion). Le Comité a décidé de mettre de côté la définition en attendant une meilleure compréhension des services à inclure ou exclure, potentiellement en fonction des retours du CDMSI et des actions substantielles qui seront recommandées.

17. The Committee discussed the need for a definition of “content creators” to clarify the scope of the future recommendation. It was agreed that content creators are a subset of online service users. Criteria such as interaction, economic purpose, and audience size were considered. The Committee favoured a broad definition, while it reserved the possibility to add qualifiers when specific recommendations or provisions concern specific categories of content creators.	17. Le Comité a discuté de la nécessité d’une définition des « créateurs de contenu » pour éclairer le domaine d’application de la future recommandation. Il a été convenu que les créateurs de contenu constituent un sous-ensemble des utilisateurs de services en ligne. Des critères tels que l’interaction, la finalité économique et la taille de l’audience ont été examinés. Le Comité a privilégié une définition large, tout en se réservant de prévoir d’autres critères d’identification lorsque des dispositions ou recommandations spécifiques concernant des catégories spécifiques de créateurs de contenu.
18. The Committee discussed the concept of empowerment (“autonomisation” in French) and the definition of “user empowerment”. It was understood that empowerment extends beyond recognising rights to platform users. It also includes creating enabling conditions where such rights can be effectively exercised, particularly by members of traditionally marginalised communities. This understanding should be reflected in the preamble. It was agreed to include a definition of definition of “user empowerment” based on existing Council of Europe language, potentially supplemented by a specific definition of content creators’ empowerment.	18. Le Comité a également discuté de la notion d’autonomisation (« empowerment » en anglais) et de la définition de « autonomisation des utilisateurs ». L’autonomisation a été comprise comme allant au-delà de la reconnaissance de droits aux utilisateurs des plateformes. Elle inclut également la création de conditions favorables permettant d’exercer ces droits de manière effective, notamment pour les membres de communautés traditionnellement marginalisées. Cette conception de la notion d’autonomisation devrait être reflétée dans le préambule. Il a été convenu d’inclure une définition de « autonomisation des utilisateurs » basée sur les formulations existantes du Conseil de l’Europe, éventuellement complétée par une définition spécifique de l’autonomisation des créateurs de contenu.
19. The Committee discussed elements of empowerment to be promoted within platform environments. These include requirements for platforms to provide: additional information on content beyond identifying trusted content creators, access to data for researchers, noticing and flagging, decentralised content moderation and recommender systems (for lawful content), and data and setting portability. It was emphasised that equal access to platform services is a precondition for empowerment, which should be reflected in the draft.	19. Le Comité a discuté des éléments d’autonomisation à promouvoir dans les environnements de plateformes, y inclus : la fourniture d'informations supplémentaires sur le contenu, l'accès aux données pour les chercheurs, les outils de notification et signalement, les systèmes décentralisés de modération et de recommandation des contenus (pour les contenus légaux) ainsi que la portabilité des données et des paramètres. Il a été souligné que l’égalité d’accès aux services des plateformes est une condition préalable à l’autonomisation, et cela devrait être reflété dans le projet.
5. Timeline for the MSI-eSEC (2024-2025) and date and venue for the next meeting	**5. Calendrier du MSI-eSEC (2024-2025) et date et lieu de la prochaine réunion**
20. The MSI-eSEC entrusted the drafting rapporteurs with the task of providing a revised version of the working document, incorporating the main outcomes of the second meeting, ahead of the next plenary session of the CDMSI. A complete first draft of the future recommendation will be circulated for comments in January 2025, in view of its discussion during the third meeting of the committee.	20. Le MSI-eSEC a confié aux rapporteurs chargés de la rédaction la tâche de fournir une version révisée du document de travail, intégrant les principaux résultats de la deuxième réunion, avant la prochaine session plénière du CDMSI. Un premier projet complet de la future recommandation sera diffusé pour commentaires en janvier 2025, en sachant que le projet devrait

	être discuté par le comité d'experts lors de sa troisième réunion.
21. The Committee agreed to hold its next meeting on 27–28 March 2025. The meeting will take place in person at the premises of the Council of Europe office in Paris.	21. Le Comité a convenu de tenir sa prochaine réunion les 27 et 28 mars 2025. La réunion se tiendra en présentiel dans les locaux du Bureau du Conseil de l'Europe à Paris.

Appendix I/*Annexe I*

List of participants / *Liste de participant·es*

COMMITTEE MEMBERS / *MEMBRES DU COMITÉ*

Jennifer ADAMS Researcher, community safety in digital public space and gendered disinformation, University of Vienna / *Chercheuse dans les domaines de la sécurité communautaire dans l'espace public numérique et de la désinformation genrée, Université de Vienne*
Jonathan BRIGHT Head of AI for Public Services and Head of Online Safety, Alan Turing Institute / *Responsable de l'IA pour les services publics et de la sécurité en ligne, Alan Turing Institute*
Maida CULAHOVIC Policy and Advocacy Coordinator, Citizens' Association (CA) "Zašto ne (Why not)", Bosnia and Herzegovina / *Coordinatrice des politiques et pour la sensibilisation*, *Association citoyenne (AC) « Zašto ne (Pourquoi pas) », Bosnie-Herzégovine*
Yaroslava DYO Chief specialist of the Digital Skills Development and Digital Education Department of the Ministry of Digital Transformation of Ukraine */ Spécialiste en chef du service du développement des compétences numériques et de l'éducation numérique du ministère ukrainien de la Transformation numérique, Ukraine*
Monica HORTEN Independent policy advisor with expertise in online safety, technology and human rights / *Conseillère politique indépendante, spécialisée dans la sécurité en ligne, la technologie et les droits humains*
Martin HUSOVEC Associate Professor of Law, Law School, London School of Economics / *Professeur associé de droit, Ecole de droit, London School of Economics*
Stéphanie LUKASIK Researcher in Information and Communication Sciences and Media Studies, Coordinator of the Medialux research project, University of Luxembourg*/ Chercheuse en sciences de l'information et de la communication et en études des médias, Coordinatrice du projet de recherche Medialux, Université du Luxembourg*
Levan MAISURADZE Head of the Legal Support Group, Legal Department of the Georgian National Communications Commission / *Chef du groupe de soutien juridique, Service juridique de la Commission nationale des communications de Géorgie*
Peter NOORLANDER Independent Consultant and Startup Director, Reporters Shield / *Consultant independent et Directeur du startup Reporters Shield*
Elisabeth STAKSRUD Professor, Department of Media and Communication, University of Oslo / *Professeur, Service des médias et de la communication, Université d'Oslo*

Nicole STELLOU Media Policy Expert, Presidency of the Greek Government / *Experte en politique des médias, Présidence du Gouvernement grec*	
Aleš ZAVRSNIK Full Professor, Director and Scientific Counsellor, Institute of Criminology, Faculty of Law, University of Ljubljana / *Professeur titulaire, Directeur et conseiller scientifique, Institut de criminologie, Faculté de droit, Université de Ljubljana*	

COUNCIL OF EUROPE MEMBER STATES / *ÉTATS MEMBRES DU CONSEIL DE L'EUROPE*

SPAIN / *ESPAGNE*	**Fernando GARATE MERINO** Junior advisor. Deputy General Directorate for Audiovisual Media Services, Ministry of Digital Transformation / *Conseiller junior, Direction générale adjointe des services de médias audiovisuels, Ministère de la transformation numérique*
SWITZERLAND / *SUISSE*	**Andrin EICHIN** Chair of the Committee of Experts on the Impacts of Generative Artificial Intelligence for Freedom of Expression (MSI-AI) / *Président du Comité d'experts sur les implications de l'intelligence artificielle générative pour la liberté d'expression (MSI-AI)* Senior Policy Advisor on online platforms, algorithms, and digital policy at the Swiss Federal Office of Communications (OFCOM), Switzerland / Conseiller politique principal sur les plateformes en ligne, les algorithmes et la politique numérique à l'Office fédéral suisse de la communication (OFCOM), Suisse

OTHER PARTICIPANTS / *AUTRES PARTICIPANT.ES*

UNESCO	**Adeline HULIN** Head of Unit for Media and Information Literacy and Digital competencies / *Cheffe de l'Unité pour l'éducation aux médias et à l'information et les compétences numériques*

COUNCIL OF EUROPE DEPARTMENTS AND BODIES / *DÉPARTEMENTS ET ORGANES DU CONSEIL DE L'EUROPE*

DEMOCRATIC INSTITUTIONS AND FREEDOMS DEPARTMENT/ *SERVICE DES INSTITUTIONS ET DES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES*	**Artemiza-Tatiana CHISCA** Secretary to the Steering Committee on Media and Information Society (CDMSI), Head of the Freedom of Expression and CDMSI Division / *Secrétaire du Comité Directeur pour les Médias et la Société de l'Information*, *Cheffe de la Division Liberté d´expression et CDMSI* **Cesare PITEA** Secretary to the Committee of Experts online safety and empowerment of content creators and users (MSI-eSEC), Freedom of Expression and CDMSI Division / *Secrétaire du Comité d'Experts sur la Sécurité en Ligne et la Responsabilisation des Créateurs de Contenus et des Utilisateurs (MSI-eSEC), Division Liberté d´expression et CDMSI* **Giulia LUCCHESE** Secretary to the Committee of Experts on the Impacts of Generative Artificial Intelligence for Freedom of Expression (MSI-AI), Freedom of

	Expression and CDMSI Division / *Secrétaire du Comité d'experts sur les implications de l'intelligence artificielle générative pour la liberté d'expression (MSI-AI), Division Liberté d´expression et CDMSI* **Irina TOMOVA** Assistant, Freedom of Expression and CDMSI Division / *Assistante, Division Liberté d'Expression et CDMSI*
VIOLENCE AGAINST WOMEN DIVISION / *DIVISION VIOLENCE A L'EGARD DES FEMMES*	**Elif SARIAYDIN** Administrator, Secretariat of the Istanbul Convention monitoring mechanism / *Administratrice, Secrétariat du mécanisme de suivi de la Convention d'Istanbul*
CHILDREN'S RIGHTS DIVISION / *DIVISION DES DROITS DES ENFANTS*	**Agnes VON MARAVIC** Executive Secretary to the Lanzarote Committee / *Secrétaire exécutive du Comité de Lanzarote* **Naomi TREWINNARD** Legal Advisor, Lanzarote Committee Secretariat / *Conseillère juridique, Secrétariat du Comité de Lanzarote*
EUROPEAN AUDIOVISUAL OBSERVATORY / *OBSERVATOIRE EUROPÉEN DE L´AUDIOVISUEL*	**Amélie LACOURT** Junior Legal Analyst / *Analyste juridique junior*

INTERPRETERS / *INTERPRÈTES*
Christine GILL
Marie DELUMEAU
Elisabetta BASSU

Appendix II/*Annexe II*

Agenda / *Ordre du Jour*

Day / *Jour* **1** – 24 September/ *septembre* 2024
09:30-12:30 / 14:00-17:00 CET

1. Welcoming and opening of the meeting / *Accueil et ouverture de la réunion*

Nicole STELLOU	Chair of the MSI-eSEC/ *Présidente du MSI-eSEC*
Artemiza CHISCA	Head of the Freedom of expression and CDMSI Division, Secretary of the CDMSI, Council of Europe/ *Cheffe du Service des institutions démocratiques et des libertés du Conseil de l'Europe*

2. Adoption of the agenda / *Adoption de l'ordre du jour* — MSI-eSEC(2024)06

3. Information by the Secretariat / *Informations fournies par le Secrétariat*

- Information by the Secretariat on relevant standard-setting and reference work of the Council of Europe / *Information par le Secrétariat sur les travaux normatifs et de référence pertinents du Conseil de l'Europe*:

General Recommendation No. 1 of GREVIO on the digital dimension of violence against women / Recommandation générale N° 1 du GREVIO sur la dimension numérique de la violence à l'égard des femmes — GREVIO(2021)20
Elif SARIAYDIN, GREVIO Secretariat - Violence against women Division / *Secrétariat du GREVIO* - Division Violence à l'égard des femmes

Child safety online. Council of Europe standards and Lanzarote Committee monitoring findings / Sécurité des enfants en ligne. Standards du Conseil de l'Europe et conclusions du suivi du Comité de Lanzarote
Agnes VON MARAVIC, Executive Secretary to the Lanzarote Committee / *Secrétaire exécutive du Comité de Lanzarote*
Naomi TREWINNARD, Legal Advisor, Lanzarote Committee Secretariat / *Conseillère juridique, Secrétariat du Comité de Lanzarote*
Children's rights Division / Division droits des enfants

4. Information by the Committee Members / *Information des membres du Comité*

- Information by the participants on key developments that have bearing on the terms of reference of the MSI-eSEC / *Informations fournies par les participants sur les principaux développements ayant une incidence sur le mandat de la MSI-eSEC*

10:45-11:15 CET – Coffee Break / Pause-café

5.	**Discussion of the Deliverable of the MSI-eSEC** / *Discussion sur le livrable de la MSI-eSEC* - Discussion of the Outline and the drafting elements of the Draft recommendation of the Committee of Ministers on online safety and empowerment of content creators and users / *Discussion de l'esquisse et des éléments de rédaction du Projet de recommandation du Comité des Ministres sur la sécurité en ligne et la autonomisation des créateurs de contenu et des utilisateurs*
	12:30-14:00 CET – Lunch Break / Pause déjeuner
5.	**Discussion of the Deliverable of the MSI-eSEC** *(continued)* / *Discussion sur le livrable de la MSI-eSEC* (suite)
	15:15-15:45 CET – Coffee Break / Pause-café
5.	**Discussion of the Deliverable of the MSI-eSEC** *(continued)* / *Discussion sur le livrable de la MSI-eSEC* (suite)
	17:00 CET – End of Session / Fin de la session

Day / *Jour* **2** – 25 September/ *septembre* 2024

09:30-12:30 / 14:00-17:00 CET

5.	**Discussion of the Deliverable of the MSI-eSEC** *(continued)* / *Discussion sur le livrable de la MSI-eSEC* (suite)
	10:45-11:15 CET – Coffee Break / Pause-café
5.	**Discussion of the Deliverable of the MSI-eSEC** *(continued)* / *Discussion sur le livrable de la MSI-eSEC* (suite)
	12:30-14:00 CET – Lunch Break / Pause déjeuner
5.	**Discussion of the Deliverable of the MSI-eSEC** *(continued)* / *Discussion sur le livrable de la MSI-eSEC* (suite)
	15:20-15:30 CET – Coffee Break / Pause-café
6.	**Discussion of the Deliverable of the MSI-eSEC** *(continued)* / *Discussion sur le livrable de la MSI-eSEC* (suite)
7.	**Any other business** / *Autres questions*
8.	**Date and place of next meeting** / *Date et lieu de la prochaine réunion*
	17:00 CET – End of the Meeting / Fin de la réunion